

# **LIGUE DES DROITS DE L'HOMME**

## **Section de Corse**

### **Communiqué**

"L'affaire du contrôle des paillotes par les services de l'Etat associée à la mention « mouvance nationaliste » est grave. Elle suppose un traitement inégal des citoyens devant la loi. Elle est aussi une mise en danger des fonctionnaires chargés de ces contrôles, ce qui suscite à juste titre l'inquiétude des syndicats. Elle rappelle d'autres propos visant particulièrement les Corses en matière de contrôle fiscal prêtés au directeur régional des finances publiques en présence d'un secrétaire d'Etat et dénoncés également par des organisations syndicales.

Il y a deux hypothèses : soit il s'agit d'une politique concertée de l'Etat et l'affaire devient encore plus grave ; soit il s'agit d'excès de zèle de certains fonctionnaires qui méritent une action des autorités compétentes afin d'éviter la banalisation de ce type de comportement. Pour la ligue des droits de l'homme, il revient également aux autorités de l'Etat de s'exprimer publiquement et d'éclairer les citoyens sur le fonctionnement de ses services."

Ajaccio, le 7 août 2018